

Les mensonges sanglants de M. Macron

16 avril 2018 / Hervé Kempf (Reporterre)



M. Macron a exprimé dimanche 15 avril une position sans concession sur la Zad de Notre-Dame-des-Landes. S'appuyant sur un apparent bon sens et sur de fausses évidences, son discours est viscéralement mensonger. Et dangereux.

Dimanche soir 15 avril, le président de la République, Emmanuel Macron, a répondu longuement aux questions de Jean-Jacques Bourdin, de BFM, et d'Edwy Plenel, de *Mediapart*. Quelques minutes de ce long échange ont été consacrées à Notre-Dame-des-Landes. Vous pouvez en [lire le décryptage complet ici](#). Ses propos, loin de contribuer à un apaisement nécessaire, annoncent une volonté de recourir encore davantage à la force. Mais les arguments de M. Macron sont très mal fondés, pour ne pas dire mensongers. Décryptage.

- « *Alors que le projet a été abandonné, les gens continuent à protester.* » Non, les zadistes ne protestaient pas après l'abandon du [projet d'aéroport en janvier](#). Au contraire, ils s'en sont réjouis, et depuis, [se tournaient vers l'avenir](#) en développant les projets de toutes natures, à base agricole, qui ont été lancés tant bien que mal depuis des années. Ce contre quoi ils se défendent maintenant, c'est contre l'opération militaire qui crée le désordre sur ce territoire.
- « *On a voté un référendum local* ». Non, il n'y a pas eu de référendum, et le président de la République, gardien des institutions, devrait le savoir mieux que quiconque. Il y a eu consultation. La différence ? Un référendum est une convocation du peuple souverain, dont la décision, exprimée par le vote, s'impose avec la force de la loi. Une consultation, eh bien, c'est une consultation : on prend l'avis des gens, mais sans que cela ait de conséquence juridique. De surcroît, cette consultation sur le projet d'aéroport était biaisée dans son principe, puisqu'elle ne concernait que les habitants de la Loire-Atlantique, alors que l'aéroport, dit « *du Grand ouest* » concernait les régions de Pays-de-Loire et de Bretagne, dont les habitants auraient dû participer à la consultation. Si cela n'a pas été fait, c'est parce que les dirigeants de l'époque sentaient bien que le résultat serait négatif.

- « *Pourquoi les gens qui étaient à la ferme des Cent Noms depuis dix ans, ils n'ont jamais voulu créer une de ces formes là ?* » [forme collective d'exploitation agricole]. Mais parce que c'était impossible ! Pendant toutes ces années, le territoire et ses habitants étaient en lutte contre le projet d'aéroport et devaient faire face à des menaces récurrentes d'opérations policières. Cela n'aurait eu aucun sens de former un dossier officiel qui aurait été évidemment refusé puisque les terres devaient être occupées par un aéroport.
- « *Je vais avoir moi un projet alternatif, je vais aller m'installer dans votre salon...* » Cet apparent bon sens est foncièrement malhonnête, puisque les habitants de la Zad occupent des terres publiques, qui n'ont aucune destination précise depuis plusieurs mois. Il n'y a pas ici d'atteinte à la propriété privée.
- Le point d'orgue de la supposée démonstration mérite d'être cité en long : « *Et pour nos concitoyens les plus modestes, le retraité, la personne qui paye ses impôts, qui paye pour avoir une maison, qui paye son loyer, paye dignement ses impôts, et l'agriculteur qui paye ses terres... vous pensez que je peux maintenant aller lui expliquer : "Il y a des gens qui ont une idée formidable, une idée fumeuse, ils payent pas les terres, se conforment à aucune règle, produisent du lait sans aucune règle... Les règles de santé publique, c'est pas les leurs, ils ont un projet alternatif, c'est formidable, on paye plus rien, il n'y a plus de règles". Je peux les regarder en face ?* »
 - La ficelle est trop grosse : diviser les gens, les petits, qu'ils se jalouent, qu'ils se haïssent entre eux. De la part de celui qui a encore allégé l'impôt sur les grandes fortunes, invoquer l'égalité devant l'impôt est d'un cynisme achevé. Mais ne doutons pas que cela puisse marcher. Il faut donc démonter cet argument.
 - D'abord, il est fort probable que vu la façon de vivre très sobre des habitants de la Zad et leurs faibles revenus monétaires (c'est un choix pour beaucoup d'entre elles et d'entre eux), ils ne sont pas assujettis à l'impôt sur le revenu.
 - Ensuite, s'il s'agit de faire payer les impôts, pourquoi ne pas avoir envoyé 2.500 gendarmes contre la multinationale Amazon — entre autres — qui a longtemps pratiqué une évasion fiscale faramineuse ? Ce n'est que récemment qu'un compromis a été **trouvé avec l'administration fiscale**, qui reste d'ailleurs secret, et ne nous dit pas ce qu'a effectivement payé Amazon. On attend donc la même férocité de M. Macron à l'encontre de tous ceux qui pratiquent l'évasion fiscale pour un montant évalué par les experts à 60 milliards d'euros par an.
- « *La République, c'est permettre des projets alternatifs, nous en avons sur le terrain avec des gens sérieux.* » Ah bon ? De quoi s'agit-il ? En matière agricole, la situation empire au contraire, avec des difficultés énormes à l'installation des jeunes paysans, avec un système verrouillé par les chambres d'agriculture et la FNSEA, qui privilégient l'agrandissement des exploitations existantes, avec une politique par exemple contraire **au pastoralisme** ou remettant en cause **les aides aux territoires défavorisés**.
- « *Je crois à l'égalité.* » Une croyance radicalement contredite par sa politique fiscale. 46 % des gains liés aux baisses d'impôts engagées par Emmanuel Macron et son équipe iront vers les 10 % les plus riches, **a relevé l'OFCE (Observatoire français des conjonctures économiques)**.
- « *Une soixantaine de gendarmes ont été blessés lors des évacuations.* » C'est exact. Les plus gravement atteints l'ont été par l'explosion d'une grenade explosive dans leurs propres pieds, à la suite d'une mauvaise manipulation, le lundi 9 avril — une information sur laquelle les autorités maintiennent un secret pesant. De même qu'elles laissent utiliser des grenades dangereuses et à la composition toujours inconnue, alors que de nombreux signes laissent penser que leur dangerosité est accrue. Tant pour la santé des civils que pour celle des militaires, il est indispensable que la transparence **soit faite sur ces armes**.
- « *L'ordre républicain.* » L'expression est répétée quatre fois dans ce passage. Mais l'ordre républicain est un pur effet de style, qui n'a aucun contenu juridique précis (à la différence, par exemple, du concept d'« *État de droit* »). En fait, cette expression répétée comme une incantation a un rôle idéologique précis : faire accepter une politique « *d'ordre* », c'est-à-dire autoritaire et répressive, en l'habillant de la valeur positive que représente la République.
- La démarche idéologique de M. Macron apparaît encore mieux dans la phrase suivante : « *On n'unira pas le pays par l'inaction [face] à la tyrannie de certaines minorités, habituées à ce qu'on leur cède en refusant de transformer le pays. [Transformer le pays,] c'est le mandat pour lequel j'ai été élu.* » Les zadistes — comme les cheminots, les étudiants, les salariés des Ephad, les éboueurs, etc. — seraient des minorités qui exercent des tyrannies. L'inversion du langage est une ruse du pouvoir : le tyran accuse les rebelles de son propre vice. Quant à l'enjeu essentiel, il est de « *transformer le pays* » : en imposant sa façon de transformer le pays qui est, on le sait, le néolibéralisme à plein, et donc en refusant, en écrasant, en récusant toute possibilité alternative, coopérative, collective.

Précisément ce que représente la Zad. Et c'est pourquoi il faut l'écraser. Par la force, par la tyrannie, par la brutalité. Les mensonges de M. Macron poussent au désordre, au rapport de forces, à l'affrontement. À la violence. Ce sont des mensonges sanglants.

Puisque vous êtes ici...

... nous avons une faveur à vous demander. Il n'y jamais eu autant de monde à lire *Reporterre*, mais nos revenus ne sont pourtant pas assurés.

Contrairement à une majorité de médias, nous n'affichons aucune publicité, et laissons tous nos articles en libre accès, afin qu'ils restent consultables par tous. *Reporterre* dépend en grande majorité des dons de ses lecteurs. Le journal, indépendant et à but non lucratif, compte une équipe de journalistes professionnels rémunérés, nécessaire à la production quotidienne d'un contenu de qualité. Nous le faisons car nous croyons que notre point de vue, celui de l'environnement et de l'écologie, compte — car il est aussi peut-être le vôtre.

« Notre société a besoin d'un média qui traite des problématiques environnementales de façon objective, libre et indépendante, en restant accessible au plus grand nombre ; soutenir Reporterre est ma manière de contribuer à cette démarche. » Renan G.

Si toutes les personnes qui lisent et apprécient nos articles contribuent financièrement, la vie du journal sera pérennisée. Même pour 1€, vous pouvez soutenir *Reporterre* - et cela ne prend qu'une minute. Merci.

[Soutenir Reporterre](#)

Lire aussi : [Association de malfaiteurs](#)

Source : Hervé Kempf pour *Reporterre*

- Emplacement : Accueil > Editorial > Édito >
- Adresse de cet article : <https://reporterre.net/Les-mensonges-sanglants-de-M-Macron>